

LE SOCIALISME

Le 30 novembre 2023

- On vit désormais dans un monde dystopique, passé sous le contrôle d'un pouvoir tyrannique et totalitaire où toutes les valeurs sont inversées.

Celui qui n'a pas compris cela, ne peut pas comprendre ce qui est en train de se passer sous ses yeux.

- Jamais dans le passé un peuple ne s'est résigné à vivre indéfiniment sous un régime esclavagiste, sous une dictature militaire, sous un régime colonial, soit ils ont été éliminés par la force, soit ils se sont libérés de leurs oppresseurs.

Voilà un motif d'espoir chers lecteurs, chers camarades.

Nous vaincrons la tyrannie, la vérité triomphera, nous réaliserons le socialisme.

Terrorisme d'Etat et oppression. Quand ils sont en passe de réaliser leurs vœux : En contribuant à créer un climat de terreur parmi la population

9 Français sur 10 inquiets à l'idée qu'il y ait plus de violences et d'affrontements entre groupes sociaux à l'avenir - BFMTV 30 novembre 2023

La crainte d'une escalade de violences. 91% des Français se disent inquiets à l'idée qu'il y ait plus de violences et d'affrontements entre groupes sociaux à l'avenir dans notre pays, selon une nouvelle enquête Elabe "L'Opinion en direct" pour BFMTV. BFMTV 30 novembre 2023

J-C - Tous les jours, leurs médias diffusent leur propagande de guerre contre le peuple à coup d'infos et images, mettant en scène toute sorte de violences jusqu'à saturer l'espace médiatique, les réseaux dits sociaux et les cerveaux, de sorte que la population se sente en danger même lorsqu'elle ne fait l'objet d'aucune menace particulière, pour qu'elle devienne paranoïaque et réclame l'adoption d'une législation toujours plus liberticide et répressive, qui se retournera contre elle plus tard.

Dit autrement, à force d'entendre dire que quelque chose ou quelqu'un vous menacerait, vous ne vous demandez plus si elle existe réellement, vous ne réfléchissez pas, parce que le récit que les autorités martèlent jour après jour est parvenu à se substituer à la réalité dans votre tête, vous vous sentez réellement menacé, ensuite vous demandez à l'Etat qu'il vous protège ou qu'il élimine cette menace.

La plupart du temps il s'agit d'une mise en scène de faits divers qu'ils instrumentalisent grossièrement pour en tirer un profit politique.

Leur intention malsaine transparaît clairement dans ce sondage fabriqué en fonction de l'objectif qu'ils s'étaient fixés. Voici la question qu'ils ont posée aux personnes interrogées :

- *"Etes-vous inquiet ou pas inquiet à l'idée qu'il y ait de plus en plus de violences et d'affrontements entre groupes sociaux à l'avenir dans notre pays."*

On retrouve ici exactement le même procédé catastrophiste qu'ils avaient employé pour terroriser la population à l'aide d'un banal virus, en faisant croire qu'il allait dévaster la population mondiale, et que les virus en général constituaient un danger pour la santé des hommes, alors que leur corps en renferme des milliards depuis toujours, et ils ne pourraient pas se développer ou survivre sans virus et bactéries, ils font partie de son patrimoine génétique pour ainsi dire. Ils ont pratiqué de la même manière avec le CO2 qu'ils ont prétendu néfaste, alors qu'il est bénéfique à la faune et à la flore, à l'ensemble des espèces organiques ou vivantes.

Ils ont usé et abusé de leur pouvoir pour faire croire n'importe quoi à la population sachant qu'elle était ignorante et influençable, pour abuser de leur crédulité et de leur émotivité, les tyranniser littéralement, afin qu'elle s'en remette à eux pour les sauver, autrement dit, pour qu'elle demande à ceux qui constituaient leur principale menace de les protéger ou de les sauver.

Célébration d'un des pires criminels de l'histoire.

J- C – Au moins il aura eu le temps de goûter à la souffrance ou à la torture qui accompagne la grande vieillesse.

L'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger, figure de la guerre froide, est mort à l'âge de 100 ans - AFP/franceinfo 30 novembre 2023

Initiant le rapprochement avec Moscou et Pékin dans les années 1970, il a vu son image ternie par des pages sombres de l'histoire des Etats-Unis, comme le soutien au coup d'Etat de 1973 au Chili ou l'invasion du Timor oriental en 1975 et, bien sûr, la guerre du Vietnam. AFP/franceinfo 30 novembre 2023

Etats-Unis. Henry Kissinger, le diplomate "le plus influent d'Amérique", est décédé - courrierinternational.com 30 novembre 2023

L'homme politique a vu son image ternie par des pages sombres de l'histoire des États-Unis : il a notamment soutenu le coup d'État de 1973 au Chili ainsi que l'invasion du Timor oriental par le président indonésien Suharto en 1975 qui entraîna la mort de 200 000 personnes. *"Les militants des droits de l'homme" ont aussi "longtemps soutenu que Kissinger aurait dû être accusé de crimes de guerre pour son rôle dans la supervision des bombardements secrets du Cambodge et du Laos par l'administration Nixon au plus fort de la guerre du Vietnam", note le Wall Street Journal. Les opérations militaires américaines ont tué des milliers de Cambodgiens et de Laotiens, selon les experts de l'Asie du Sud-Est, et ont par inadvertance contribué à amener le mouvement radical Khmer rouge au pouvoir à Phnom Penh."* (Vous admirerez le cynisme qui est devenu la norme ou assumé "par inadvertance" - JC)

“Praticien impitoyable de l’art de la *realpolitik*”, Kissinger “percevait le monde comme un échiquier élaboré sur lequel il fallait jouer de manière habile”, analyse *Politico*. Quitte à “opérer au-delà des limites de la morale”, souligne le *Los Angeles Times*. courrierinternational.com 30 novembre 2023

Henry Kissinger, mort d'un génocidaire. Tous les puissants le regrettent déjà.

"L'Amérique a perdu l'une de ses voix les plus sûres et les plus écoutées en politique étrangère", a salué dans un communiqué l'ancien président américain George W. Bush, républicain comme lui.

Le ministre des Affaires étrangères britannique David Cameron a salué un "grand homme d'Etat" qui sera "très regretté".

Emmanuel Macron salue un "géant de l'Histoire".

Le chancelier allemand Olaf Scholz a estimé pour sa part que le monde perdait "un grand diplomate", saluant l'engagement significatif de Kissinger en faveur de l'amitié entre l'Allemagne et les États-Unis.

Pour le président russe Vladimir Poutine, "le nom d'Henry Kissinger est étroitement lié à une politique pragmatique qui a permis à aboutir à une détente des tensions internationales et à des accords très importants américano-soviétiques ayant contribué au renforcement de la sécurité mondiale".

L'Ukraine a salué "l'héritage intellectuel" de Kissinger qui continuera de peser sur la diplomatie mondiale.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a salué jeudi les "contributions historiques" de Kissinger aux relations sino-américaines.

Le Premier ministre japonais Fumio Kishida a pour sa part souligné les "contributions significatives à la paix et la stabilité" en Asie du diplomate américain. *BFMTV* 30 novembre 2023

Commentaire d'un internaute.

- La qualification de criminel de guerre s'applique parfaitement à ce monsieur accessoirement gratifié du...Prix Nobel de la Paix !

Mais il n'a jamais été inquiété à ce titre et ne sera sans doute mis réellement sur la sellette, faits et documents déclassifiés à l'appui, que par les historiens dans quelques années.

Il est vrai qu'il était un représentant du "*Monde Libre*" c'est à dire dans le "*Camp du Bien*" ...
Ce que nous savons de ses décisions et les panégyriques qui lui sont adressés par les faucons de tout plumage sont suffisants pour nous servir de socle de réflexion au moment où la grande

majorité de nos gouvernants et de nos media nous incitent lourdement, frontalement ou insidieusement à choisir notre "camp" de façon binaire et souvent comminatoire.

Et si leur camp n'est pas forcément le nôtre ?

Le regard de juifs américains antisionistes sur les Etats-Unis.

Joe Biden est devenu "Joe le génocidaire" grâce au lobby israélien – mondoweiss.net

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2023/Joe_Biden_genocidaire.pdf

Le vieux monde impérialiste et colonial doit disparaître.

La « désoccidentalisation », ou l'affirmation continue des pays du Sud - lemonde.fr 29 novembre 2023

L'Occident voit sa primauté contestée depuis trois décennies et l'émergence de la mondialisation. La guerre entre Israël et le Hamas a souligné une fois encore cette ligne de fracture avec les pays dits « *du Sud global* ».

Histoire d'une notion. Etre désorienté, chacun sait ce que cela veut dire. Mais que signifie, au juste, être « *désoccidentalisé* » ? Les réactions internationales à l'attaque sanglante perpétrée le 7 octobre par le Hamas contre Israël ont montré, une nouvelle fois, la division du monde. Si le camp occidental élargi (Amérique du Nord, Australie, Europe, Japon, etc.), avec le renfort de l'Inde et d'une poignée d'autres Etats parmi lesquels l'Argentine, le Sénégal ou la Mongolie, a fermement condamné cette agression, la très grande majorité des pays du Sud ont refusé de dénoncer un agresseur, se bornant à prôner la désescalade. Cela constitue un défi majeur pour les Etats-Unis, allié historique d'Israël, tout comme pour l'Union européenne (UE), car « *ce conflit conduit de nouveau à distinguer, voire à isoler l'Occident du reste du monde* », note le politiste Bertrand Badie.

Depuis trois décennies, la mondialisation de l'économie a eu comme contrepartie l'affirmation politique et économique des pays dits « *du Sud global* ». Sous cette appellation se sont regroupés des pays qui entendent privilégier la coopération Sud-Sud et qui, surtout, ne veulent plus s'aligner sur les positions du camp occidental. Ainsi, les BRICS, club créé en 2011 et qui rassemble le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, s'est élargi, il y a trois mois, à six autres nations du « *Sud* » : Arabie saoudite, Argentine, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie et Iran. Leur ambition est de peser sur le plan géopolitique et économique, en cherchant notamment à contourner la toute-puissance du dollar dans les échanges internationaux.

« *Il existe une dynamique des pays du Sud, qui veulent à la fois affirmer leur identité et profiter des effets d'aubaine* », ajoute Bertrand Badie. Ces pays réagissent en fonction de leurs intérêts, d'où le passage du non-alignement au multi-alignement, cher par exemple à l'Inde ou au Brésil. Le Sud global juge ainsi logique de condamner l'invasion de l'Ukraine, le

24 février 2022, au nom de la défense du principe de souveraineté, mais tout aussi logique de rejeter les sanctions occidentales contre la Russie, qui reste un partenaire économique. En outre, pour certains d'entre eux, la Russie garde l'aura de l'URSS, qui a soutenu les mouvements de décolonisation dans les années 1950 et 1960. Qui plus est, ils estiment que l'invasion de l'Ukraine par la Russie est avant tout un conflit occidental. Et ils dénoncent aujourd'hui le deux poids, deux mesures de l'Occident entre l'Ukraine et Gaza.

(Il vous reste 55% de cet article à lire. La suite est réservée aux abonnés.)

Ce que le « *Sud global* » ne supporte plus.

Vu de Kiev. Derrière l'empoisonnement de la femme du général ukrainien Boudanov, la main de la Russie ? - courrierinternational.com 29 novembre 2023

États-Unis : un Indien poursuivi pour tentative d'assassinat d'un séparatiste sikh - Le Figaro 29 novembre 2023

La colonisation de l'Afrique doit prendre fin, elle menace la survie le capitalisme.

L'Afrique est « *victime d'une double injustice* », dit le secrétaire général de l'Onu - aa.com.tr 29 novembre 2023

Le secrétaire général de l'Onu, António Guterres, a déclaré que l'Afrique était « *victime d'une double injustice* » dans le monde, exprimant sa volonté de consolider la coopération avec l'Union africaine dans toutes les activités conjointes.

C'est ce qui ressort d'un point de presse conjoint du patron de l'Onu, António Guterres, et du président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, à New York, à l'issue de la 7e session du dialogue de haut niveau entre l'UA et les Nations Unies.

« *L'Afrique a été victime d'une double injustice : l'injustice historique liée au colonialisme et à l'esclavage ; et l'injustice actuelle liée à l'architecture des relations internationales, notamment par rapport au pouvoir financier et économique* », a déclaré António Guterres.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Des centaines de Tunisiens défilent en soutien à la "résistance palestinienne"

À l'appel du Comité national de soutien à la résistance en Palestine à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, correspondant avec le 29 novembre de chaque année

"*Résistance, résistance, pas de réconciliation, pas de compromis*", "*Gaza, est libre, la Palestine est arabe*" et "*Le peuple veut criminaliser la normalisation*", ont scandé les protestataires.

Safa, prof universitaire, a déclaré à Anadolu, que *"la cause palestinienne occupe les esprits de tous les Tunisiens, fustigeant la position de l'Occident et des Etats-Unis envers la cause Palestine"*.

"La position de la communauté internationale est clairement favorable à Israël. Les Palestiniens vivent une véritable injustice. Ce peuple a été exproprié de ses terres et déplacé dans des camps de réfugiés", s'est-elle indignée.

Et d'ajouter, *"les Palestiniens ont le droit à établir un État indépendant et souverain"*.
aa.com.tr

Alon Ben David: "Les otages du Hamas ont bien été traités"

Alon Ben David, correspondant principal en matière de défense pour la chaîne israélienne Channel 13, a décrit les conditions de détention des otages récemment libérés par le Hamas, affirmant que ces derniers étaient bien traités par le Hamas et qu'ils n'avaient pas été soumis à la torture ou à des mauvais traitements. M. Ben David a ajouté que le Hamas s'efforçait également de fournir aux otages des médicaments et de la nourriture tous les jours.

https://www.youtube.com/watch?v=0WdCiaZ_1pY

Israël-Hamas: Netanyahu affirme "sans équivoque" que les combats reprendront après le retour des otages - BFMTV 30 novembre 2023

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a affirmé dans la nuit du mercredi 29 novembre à ce jeudi 30 novembre que les combats reprendront entre Israël et le Hamas une fois tous les otages israéliens seront libérés, alors que la trêve humanitaire entame son septième jour.

"Ces derniers jours, j'ai entendu: 'Israël va-t-il reprendre les combats après la libération de nos otages?' Ma réponse est 'oui', sans équivoque", a déclaré le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

"Il n'y a pas de situation dans laquelle nous ne reprendrons pas le combat jusqu'au bout. L'ensemble du cabinet de sécurité y adhère, l'ensemble du gouvernement aussi, les soldats soutiennent cette politique, le peuple est derrière nous. Alors c'est exactement ce que nous ferons", a assuré le Premier ministre. BFMTV 30 novembre 2023

- *« Netanyahu a dorénavant gravé son nom dans l'histoire comme le boucher de Gaza »*

Tels sont les mots du président turc Erdogan à l'égard du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Et ce n'est pas tout. Le chef d'Etat a estimé que Netanyahu *« met en danger la*

sécurité du peuple israélien, ainsi que celle de tous les Juifs, en suscitant l'antisémitisme avec les meurtres qu'il a commis à Gaza ». 20minutes.fr

À Jénine, au nord de la Cisjordanie occupée, un enfant et un adolescent ont été tués ce mercredi par l'armée israélienne, d'après des images de vidéosurveillance.

C'est une nouvelle flambée de violences qui touche la ville de Jénine, au nord de la Cisjordanie occupée, régulièrement théâtre d'incursions militaires israéliennes. Sur des images de vidéosurveillance, publiées sur les réseaux sociaux, on peut voir Adam, 9 ans, fauché par une balle, dans une rue, alors que plusieurs enfants se mettent à courir pris de panique. Sur d'autres images mises en ligne, on aperçoit Bassem, un adolescent de 15 ans, également touché par un tir, là aussi en pleine rue. Il se débat et appelle à l'aide pendant de longues secondes, avant d'agoniser. Les faits se sont produits mercredi 29 novembre, selon le ministère palestinien de la Santé.

Selon le Croissant-Rouge palestinien, les deux garçons ont été tués par un sniper israélien, lors d'une nouvelle opération militaire menée par l'État hébreu. Un de leurs responsables a précisé à l'AFP que l'enfant et l'adolescent se trouvaient "*dans une rue perpendiculaire à l'avenue principale du centre-ville de Jénine*", une zone théoriquement interdite à l'armée israélienne car sous contrôle de la seule Autorité palestinienne. francetvinfo.fr

Commentaire d'un internaute :

- *"Il y a quelque chose qui m'échappe.*

La Russie dit combattre non pas l'Ukraine et les Ukrainiens, mais les "nazis" à la tête de l'Ukraine. Pourtant, l'ensemble des médias parlent bien d'une guerre de la Russie contre l'Ukraine.

Israël dit combattre non pas la Palestine et les Palestiniens, mais les "terroristes" du Hamas à la tête de Gaza. Et là, malgré un déchaînement sanguinaire contre les civils palestiniens, les médias nous servent une guerre d'Israël contre le Hamas alors qu'il s'agit clairement d'une guerre contre la Palestine.

Qui décide des titres dans notre pays ? On se demande."

- La Hamas affirme vouloir libérer tous les soldats israéliens en échange de tous les Palestiniens emprisonnés.

Un haut responsable du Hamas a annoncé, mercredi 29 novembre, que le mouvement islamiste palestinien était prêt à libérer tous les soldats israéliens qu'il détient en échange de tous les Palestiniens emprisonnés en Israël. "*Nous sommes prêts à libérer tous les soldats en échange de tous nos prisonniers*", a déclaré Bassem Naim, haut responsable du Hamas et ancien ministre de la Santé à Gaza, lors d'une conférence de presse dans la ville sud-africaine du Cap. francetvinfo.fr

- Le secrétaire général de l'ONU plaide en faveur d'un cessez-le-feu humanitaire à Gaza. "*La population de Gaza vit au milieu d'une catastrophe humanitaire monumentale, sous les yeux du monde. Nous ne devons pas détourner le regard*", a déclaré mercredi le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. "*Nous pensons que nous avons besoin d'un véritable cessez-le-feu humanitaire*", a-t-il de nouveau réclamé. francetvinfo.fr

Un chirurgien londonien dit qu'il a vu "un massacre se dérouler" pendant qu'il travaillait dans des hôpitaux de Gaza

Un chirurgien londonien dit qu'il a été témoin du "déroulement d'un massacre" au long des 43 jours qu'il a passés sous les bombardements à Gaza, affirmant que la destruction du système de santé palestinien était un objectif militaire de la guerre.

<https://aurdip.org/un-chirurgien-londonien-dit-quil-a-vu-un-massacre-se-derouler-pendant-quil-travaillait-dans-des-hopitaux-de-gaza/>

Vidéo en anglais :

<https://www.youtube.com/watch?v=T8wl358kD7w>

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Etat voyou et la blanchisseuse du Palais.

Après la relaxe de Dupond-Moretti, Borne le confirme à son poste de ministre de la Justice - huffingtonpost.fr 29 novembre 2023

« *Le garde des Sceaux va pouvoir continuer à mener son action au sein de l'équipe gouvernementale, au service des Français. Je m'en réjouis* », a ainsi écrit la cheffe du gouvernement sur les réseaux sociaux, après avoir laissé entendre il y a plusieurs semaines qu'il devrait démissionner en cas de condamnation.

Les juges de la CJR, en majorité des parlementaires, n'ont pas suivi les réquisitions de l'accusation qui avait réclamé un an de prison avec sursis à la fin de ce procès inédit d'un ministre de la Justice en exercice.

Les députés du groupe LFI ont appelé à la suppression de la CJR, « *juridiction d'entre-soi systématiquement partielle* ». La cour a considéré dans ses motivations que « *l'élément matériel* » de la prise illégale d'intérêts était bien constitué mais pas « *l'élément intentionnel* ». huffingtonpost.fr 29 novembre 2023

Corruption généralisée. Ils ne pourront peut-être pas sauver toutes les têtes.

Procès d'Olivier Dussopt pour favoritisme : dix mois de prison avec sursis et 15 000 euros d'amende requis contre le ministre du Travail - francetvinfo.fr 29 novembre 2023

Après celui d'Eric Dupond-Moretti, le procès d'un autre membre du gouvernement en exercice est en cours. Le Parquet national financier (PNF) a requis, mercredi 29 novembre, dix mois d'emprisonnement avec sursis et 15 000 euros d'amende contre le ministre du Travail, Olivier Dussopt, pour favoritisme. Il est jugé depuis lundi à Paris pour des soupçons de favoritisme dans le cadre d'un marché public en 2009, alors qu'il était maire d'Annonay (Ardèche).

Le PNF n'a pas demandé de peine d'inéligibilité contre le ministre, au regard de "*l'ancienneté des faits*". Il a par ailleurs requis huit mois d'emprisonnement avec sursis et 15 000 euros d'amende contre Olivier Brousse, ex-directeur général de la Saur. Contre cette société de fourniture d'eau potable, le PNF a requis 1 million d'euros d'amende et une exclusion de trois ans des marchés publics avec sursis.

Devant le tribunal correctionnel de Paris, dans une déclaration au sujet de ce procès, il a répété sa satisfaction que, sur les cinq griefs initialement visés par l'enquête préliminaire, ouverte en mai 2020 après un article de Mediapart, "*le parquet (ait) fait le choix de classer quatre d'entre eux.*"

Il reste poursuivi pour favoritisme, infraction qui ressort, selon le PNF, de deux documents saisis à son domicile en août 2020 : le compte-rendu d'un entretien avec Olivier Brousse en juillet 2009, évoquant le montant d'un marché et les critères de l'appel d'offres, et un mail de l'élu envoyé peu après à ses services, demandant de faire évoluer plusieurs de ces critères. francetvinfo.fr 29 novembre 2023

Olivier Dussopt saura, le 17 janvier 2024, s'il doit démissionner du gouvernement. Ce jour-là, le ministre du travail prendra connaissance du jugement de la 32e chambre du tribunal correctionnel de Paris, dans le cadre de son procès pour « *favoritisme* ».

Argentine.

Le jour où Javier Milei a renoncé à dollariser l'Argentine - lepoint.fr/

Le nouveau président argentin fait des compromis. Il s'allie avec l'ex-président de centre droit Mauricio Macri et vise la stabilisation de l'économie.

Ces derniers jours, le tout feu tout flamme Javier Milei, fraîchement élu président, semble avoir appris la modération. Le pragmatisme, aussi. L'homme qui doit prendre ses fonctions le 10 décembre avait fait campagne sur la dollarisation de l'Argentine, malgré le scepticisme de plusieurs économistes étant donné la faiblesse de l'économie et des réserves de change du pays. L'abandon du peso argentin pour le billet vert en tant que monnaie officielle est « *non négociable* », affirmait-il jusqu'à récemment.

Javier Milei a fini par écarter cette option. En tout cas, au moins jusqu'à 2025. Deux raisons expliquent le revirement du dirigeant ultralibéral : son souhait de stabiliser d'abord

l'Argentine, minée par plus de 140 % d'inflation et dont le produit intérieur brut pourrait chuter d'environ 2 %, selon l'OCDE ; sa nouvelle alliance avec l'ex-président de centre droit Mauricio Macri (2015-2019) et son ex-ministre de la Sécurité, Patricia Bullrich, candidate malheureuse à la récente élection présidentielle et qui pourrait revenir au poste de ministre de la Sécurité. Les électeurs de Patricia Bullrich au premier tour ont largement contribué à la victoire au second tour de Javier Milei face au péroniste Sergio Massa.

À Buenos Aires, on a appris qu'Emilio Ocampo, l'un des économistes proches du nouveau président argentin et « *gourou* » de la dollarisation – il a coécrit en 2022 le livre *Dollarisation, une solution pour l'Argentine, non traduit de l'espagnol* –, pourrait finalement ne pas être le prochain gouverneur de la banque centrale argentine, que l'ultralibéral a promis de fermer.

Pour le poste de ministre de l'Économie, Javier Milei paraît résolu à nommer un proche de Mauricio Macri, Luis Caputo. Il a été secrétaire d'État et ministre des Finances (2015-2018). Ancien de JP Morgan et la Deutsche Bank, Luis Caputo a ensuite occupé le poste de gouverneur de la banque centrale argentine. Il n'avait tenu que quatre mois, contraint de partir en raison, dit-on, de divergences sur la politique monétaire avec le Fonds monétaire international, grand créancier de l'Argentine.

Surnommé le « *Messi des finances* » par Mauricio Macri, Luis Caputo vient d'accompagner Javier Milei pour son voyage aux États-Unis, le 28 novembre. Il s'est réuni avec des fonctionnaires du FMI afin de discuter de la prochaine politique économique du pays. Luis Caputo a l'habitude des négociations internationales. C'est lui qui a arraché en 2016 un accord avec des fonds spéculatifs américains portant sur la dette argentine. Une amnistie qui avait, à l'époque, permis un retour de l'Argentine sur les marchés internationaux.